



Sonko à l'Ucad : la part de vérité du rectorat



Le passage du Premier ministre Ousmane Sonko à l'Ucad a fait du bruit auprès de la communauté universitaire. Beaucoup se demandent s'il s'agit d'une conférence ou d'un meeting et la responsabilité du recteur est questionnée. Son porte-parole, professeur Mbaye Thiam, apporte des précisions sur la mise à disposition de la salle, la présence du recteur ainsi que les incidents lors de son discours.

Le premier ministre Ousmane Sonko a tenu une conférence à l'Ucad avec Jean Luc Mélenchon. Certains pensent que c'était un meeting à l'heure où la politique est interdite dans le campus ; ils s'interrogent sur la responsabilité du Recteur. Que répondez-vous ?

Comme vous l'avez rappelé, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar a accueilli jeudi 16 mai une conférence du Premier ministre du Sénégal Ousmane Sonko, co-animée avec son hôte, monsieur Jean-Luc Mélenchon. Le sujet annoncé par les organisateurs portait sur « les relations entre l'Europe et l'Afrique ».

Dans le contexte géopolitique africain et même mondial, un tel sujet intéresserait les acteurs de toutes les universités, donc l'UCAD. Les différentes composantes de l'UCAD se sont donc mobilisées pour accueillir le premier ministre Ousmane Sonko dont c'était la première sortie publique depuis sa nomination ainsi que son hôte. La demande faite à l'UCAD était d'autant plus recevable que ce genre de manifestation figure dans l'agenda de toute université respectable, sous le chapitre de l'animation scientifique et culturelle. Elle provenait par ailleurs de l'État et non d'un quelconque parti politique.

https://www.seneweb.com/news/Contribution/sonko-a-l-rsquo-ucad-la-part-de-verite-d_n_441024.html

Conseil interministériel sur l'éducation et la formation



Le Premier ministre, Ousmane Sonko, a ouvert samedi à Diamniadio, les travaux d'un conseil interministériel consacré à la préparation des examens et concours dans le secteur de l'éducation et la formation pour l'année 2023-2024.

Outre le Premier ministre et le ministre de l'Education nationale, plusieurs membres du Gouvernement, des officiels, des spécialistes et partenaires techniques et financiers du secteur ont pris part à l'ouverture de ce conseil interministériel sur les examens et concours.

S'exprimant à l'ouverture de la rencontre, le ministre de l'Education nationale, Moustapha Guirassy a rappelé que les nouvelles autorités du Sénégal accordent «une importance capitale» au système éducatif.

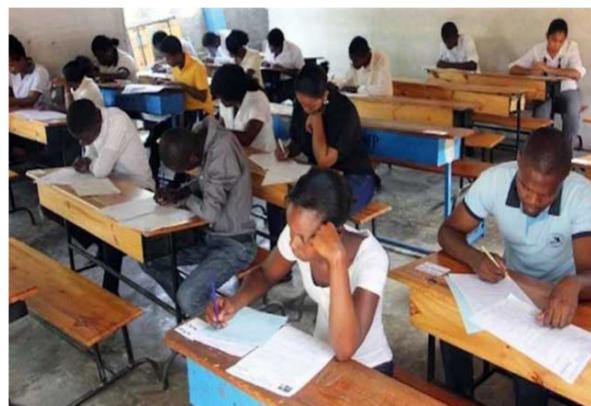
Il a aussi fait part de l'ambition du gouvernement de faire évoluer le système éducatif sénégalais vers «une société éducative inclusive et efficiente» à l'horizon 2035.

«Nous devons faire évoluer notre système éducatif vers une société éducative inclusive et efficiente à l'horizon 2035», a-t-il martelé à l'ouverture de ce Conseil interministériel qui se tient dans les locaux de son ministère à Diamniadio, à quelque 30 km à l'est de Dakar.

Cette future société éducative inclusive et efficiente, à l'horizon 2035, ambitionne de former un citoyen sénégalais «bien adossé à son socle endogène de valeurs africaines et spirituelles, préparé aux défis du développement durable, des sciences et technologies du numérique et l'intelligence artificielle», a expliqué le ministre de l'Education nationale.

<https://aps.sn/demarrage-des-travaux-du-conseil-interministeriel-sur-leducation-et-la-formation/>

Examens et concours 2023-2024 : 19 mesures pour bonifier le processus



Dans quelques jours, les apprenants vont démarrer les différents examens scolaires. Pour un bon déroulement des épreuves, le gouvernement du Sénégal a tenu un Conseil interministériel sur la préparation des examens et concours.

Le Premier ministre Ousmane Sonko qui a présidé la rencontre, samedi dernier, compte s'attaquer à trois problématiques dont le capital humain, la révision des programmes avec l'introduction des langues nationales mais aussi l'état civil qui fait que beaucoup d'apprenants en classe d'examens, se voient bloqués, faute d'Etat civil non conforme ou encore fictif, ainsi que le remboursement des frais de correction pour les enseignants.

Au sortir de cette rencontre, dix-neuf (19) mesures ont été prises par le Premier Ministre pour un bon déroulement des examens et concours pour l'année 2023-2024.

Ainsi, au titre du convoyage, de la sécurisation des épreuves et des centres d'examens, M. Sonko a engagé les Ministres chargés de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle, en relation avec les Ministres des Forces Armées, de l'Intérieur, des Collectivités territoriales et des Transports terrestres à procéder à la mutualisation des ressources et moyens logistiques pour assurer le convoyage sécurisé des épreuves d'examen mais aussi d'assurer la sécurité des centres d'examen et des personnels mobilisés.

<https://www.sudquotidien.sn/preparation-des-examens-et-concours-2023-2024-19-mesures-pour-bonifier-le-processus/>

Promotion de l'éducation : Les pays de l'Afrique centrale et de l'Ouest harmonisent leurs positions



Une vingtaine de délégués venus des pays d'Afrique centrale et occidentale ont participé ces deux derniers jours à un atelier régional de développement du programme Education à voix haute (Eol ou Education out loud, en anglais). Cette rencontre coïncide avec le démarrage de la phase d'extension 2024-2027 du programme d'Education à haute voix qui est financé par le Partenariat mondial pour l'éducation et géré par Oxfam Danemark.

Il vise à permettre de partager des expériences autour de différentes thématiques, de promouvoir des pratiques de gestion réflexive et adaptative, et d'harmoniser les positions. Une chose dont se réjouit le ministre de la Fonction publique qui a procédé à l'ouverture de cet atelier. «Mon plaisir est d'autant plus grand que cette rencontre, qui réunit une soixantaine de participants, est une excellente opportunité pour rapprocher davantage les peuples africains et favoriser des échanges d'expériences et de bonnes pratiques en faveur d'une éducation de qualité pour tous», a dit le ministre de la Fonction publique qui représentait Moustapha Mamba Guirassy, ministre de l'Education.

D'après lui, «une telle rencontre est en parfaite harmonie avec la vision du chef de l'Etat qui porte sur un Sénégal souverain dans une Afrique prospère». Le ministre magnifie ainsi cette démarche des acteurs qui, selon lui, «placent la réflexion au cœur des défis majeurs de l'éducation en Afrique».

<https://lequotidien.sn/renforcement-promotion-de-leducation-les-pays-de-lafric-occidentale-et-de-louest-harmonisent-leurs-positions/>

REVUE DE PRESSE

ACTU : EDUCATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Actualité internationale

Le Niger crée l'Ecole nationale de pétrole et de gaz



Les nouvelles autorités nigériennes entendent répondre au besoin de formation de la filière pétrole avec la création de l'Ecole Nationale de Pétrole et de Gaz (ENPG), de l'université André Salifou de Zinder.

La nouvelle infrastructure vient d'être inaugurée par le ministre nigérien de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation Technologique, Pr Mamadou Saidou, en présence du Secrétaire Général du gouvernement de Zinder, des autorités rectorales, des responsables des Forces de défense et de sécurité et des étudiants.

L'ENPG aura pour rôle de former des étudiants de « niveau licence professionnelle et master professionnel, ainsi que le perfectionnement et le recyclage des ingénieurs et techniciens dans le secteur pétrolier », selon le ministre.

La création de cette école intervient à un moment où le Niger a augmenté sa production du pétrole brut de 20.000 barils par jour à 110.000 barils par jour, soit une augmentation de 90.000 barils par jour.

Le Niger rejoint ainsi la liste des pays africains producteurs de l'or noir. La Société de Raffinage de Zinder (Soraz) est installée dans la commune rurale d'Ollélewa à environ 52 km au nord de la ville de Zinder a été créée en 2011, coïncidant avec le début de la production de pétrole dans le champ d'Agadem.

<https://afrikemergence.com/blog/le-niger-cree-lecole-nationale-de-petrole-et-de-gaz/>

Ghana : le gouvernement lance une formation pour les vendeuses ambulantes



Au Ghana, on dénombre pas moins de 100 000 femmes exerçant l'activité de kayayei, petit commerce ambulante dans les marchés. Avec la formation professionnelle, le gouvernement veut leur donner les compétences pour monter des activités plus durables et rentables.

Le vice-président du Ghana, Mahamudu Bawumia, a lancé le mardi 21 mai un programme de formation et d'autonomisation des vendeuses ambulantes connues sous l'appellation de kayayei. Il s'agit de femmes transportant des marchandises, généralement des vivres, sur la tête pour les acheminer vers les marchés.

Selon le vice-président, le Ghana compte 100 000 kayayei réparties dans tout le pays. La première phase du projet lancé va toucher 5 000 femmes durant l'année en cours. Celles-ci bénéficieront d'un apprentissage de trois semaines sur les compétences entrepreneuriales et professionnelles avec des modules tels que la gestion économique, la pâtisserie, le perlage, les soins de santé... Ces formations auront pour but de permettre aux participantes d'engager des activités formelles, durables et plus rentables. Car, il faut dire que l'activité des kayayei a été classée dans la longue liste des emplois précaires au Ghana.

L'initiative est une collaboration entre des agences gouvernementales, des entreprises privées et des organisations de la société civile. Elle sera déployée au sein des centres sociaux dont ceux de Madina et d'Ashaiman.

<https://www.agenceecofin.com/formation/2205-118880-ghana-le-gouvernement-lance-une-formation-pour-les-vendeuses-ambulantes>

Au Maroc, 67 % des enseignants ont déjà eu recours à l'IA (étude)



Au Maroc 67% des enseignants ont déclaré avoir déjà utilisé des outils basés sur l'intelligence artificielle (IA) pour enseigner ou pour la recherche, d'après une étude publiée par la revue de l'Institute of Advanced Engineering and Science (IAES).

L'étude intitulée « impact de l'intelligence artificielle sur la recherche et l'enseignement supérieur au Maroc » explore les changements apportés par cette technologie dans le système d'enseignement supérieur. Elle a été menée auprès d'enseignants universitaires de diverses institutions supérieures au Maroc.

91 % des enseignants ayant déjà eu recours à l'IA estiment qu'elle a influencé ou amélioré la qualité de leurs activités de recherche à des degrés divers. Notons que la technologie est principalement utilisée pour créer ou adapter du matériel pédagogique (par exemple, des logiciels d'aide à l'apprentissage), des plans de cours, des notes de cours, des questions d'examen, des scénarios et des clips vidéo, ainsi que fournir des traductions et vérifier la langue, détecter le plagiat ou la fraude.

Par ailleurs, l'enquête révèle que seuls 38 % des enseignants interrogés étaient quelque peu familiarisés avec les outils d'IA, tandis que 29 % l'étaient modérément et 10 % pas du tout. Des statistiques qui pointent du doigt le besoin de formation qui concerne 97 % des enseignants du supérieur. L'enquête, qui s'est aussi étendue aux étudiants, montre que cette catégorie est sensible aux outils d'IA et croit en leur capacité à améliorer les résultats de l'apprentissage et à rationaliser les tâches académiques.

<https://www.agenceecofin.com/formation/2305-118907-au-maroc-67-des-enseignants-ont-deja-eu-recours-a-l-ia-etude>

Inde: fermeture des écoles en raison d'une vague de chaleur "sévère"



Les autorités de Delhi ont ordonné la fermeture anticipée des écoles de la capitale indienne pour les vacances d'été, avec "effet immédiat", selon la presse locale mardi, en raison de températures torrides avec un pic de 47,8°Celsius atteint lundi. Le service météorologique indien a prévu une "vague de chaleur sévère" cette semaine. Lundi, il faisait 47,8°C à Najafgarh en banlieue de Delhi, soit la température la plus élevée de tout le pays.

Les autorités de plusieurs États, dont l'Haryana, le Madhya Pradesh, le Punjab et le Rajasthan, dans le nord et centre du pays, ont également ordonné la fermeture des écoles, selon Indian Today. En mai 2022, certains quartiers de Delhi ont connu des températures montant jusqu'à 49,2°C.

En revanche, les États du sud de l'Inde, notamment le Tamil Nadu et le Kerala, ont subi de fortes pluies ces derniers jours. De violentes tempêtes ont également frappé certaines parties du pays la semaine dernière, notamment la capitale financière Bombay, où la puissance du vent a entraîné la chute d'un panneau d'affichage sur une station-service. Seize personnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres blessées.

Le mois dernier, une vague de chaleur exceptionnelle a affecté l'Asie du Sud et du Sud-Est, notamment les Philippines et le Bangladesh où des milliers d'écoles ont suspendu leurs cours. Selon les recherches scientifiques, les vagues de chaleur sont plus longues, plus fréquentes et plus intenses en raison du réchauffement climatique.

https://www.seneweb.com/news/International/inde-fermeture-des-ecoles-en-raison-d-un_n_441070.html